

QU'EST-CE QUE LA C.E.S.?

«A la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la C.E.S. ne relève pas de la lutte des classes, mais de l'institutionnalisation de la politique européenne».
Emilio Gabaglio, Secrétaire général de la C.E.S. de 1991 à 2003.

Dans une circulaire datée du 26 juin 2003, signée par Jean-Marc Bilquez et Marc Blondel, il est rendu compte de la participation des «dirigeants» de la C.G.T.F.O. aux «travaux» du Congrès de la C.E.S. qui s'est tenu à Prague du 26 au 29 mai 2003.

On y apprend que 4 secrétaires confédéraux se sont exprimés au cours de cette manifestation de l'Union Européenne.

On retiendra tout particulièrement la prestation du dénommé Jean-Marc Bilquez, apparemment «coopté» au Bureau Confédéral. Citons largement son morceau de bravoure...:

«Nous sommes aujourd'hui réunis à Prague, quel plus beau symbole pouvions-nous rêver pour finalement saluer syndicalement l'unification européenne, maintenant largement en marche, cette unification qui pour la première fois de l'histoire du continent se fait sur la base de la paix et de la démocratie et non au travers de conquêtes guerrières des uns et des autres.

Aujourd'hui, l'Europe est un fait, toutes les décisions économiques et sociales prises au niveau des différents États qui la composent, découlent des décisions du Conseil».

Les futurs retraités, les assurés sociaux, les millions de chômeurs, victimes de la politique qui «découle des décisions du conseil» apprécieront! Mais la triste réalité ne saurait altérer l'optimisme de ce singulier «syndicaliste» qui affirme froidement:

«Ces dernières années, la CES a tenté de développer le dialogue social avec un certain succès».

Mais le meilleur est à venir. Pour Jean-Marc Bilquez:

«La création d'une Europe sociale est un processus lent pour y parvenir, il est urgent que la C.E.S. abandonne sa position de lobby pour celle d'une véritable organisation syndicale dont l'action permanente a pour objectif de produire du droit».

La messe est dite ...Pour ce membre important du Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O. «la mission d'une véritable (sic) organisation syndicale», ne serait pas, comme l'affirmait naguère, notre camarade Robert Bothereau, de «défendre les intérêts particuliers des travailleurs», mais «de produire du droit».

On pouvait imaginer que dans une nation démocratique, la fonction de «produire du droit», relevait de la responsabilité du parlement élu au suffrage universel. Il est vrai que «l'Union Européenne» n'est ni une nation ni une démocratie. Elle n'est finalement qu'un état supra-national à vocation totalitaire!

Il est également vrai que pour les idéologues de la «doctrine sociale de l'Église», fervents partisans du «corporatisme» cher à Mussolini et à Salazar (pour ne citer que ces deux-là), la démocratie est, à proprement parler, démoniaque. Dans ces conditions, reconnaissons que le «camarade» Bilquez et ses pareils qui pratiquent allègrement «l'entrisme» ont quelques excuses de confondre les genres, d'autant que le Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O., toutes tendances réunies, accepte de participer au fameux comité de dialogue social dont Jospin disait qu'il était destiné à faire des syndicalistes... des co-législateurs!!!

Reconnaissons cependant que l'ex-secrétaire général de la C.E.S. a, lui, au moins le mérite d'annoncer clairement la couleur lorsqu'il écrit:

«A la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la CES ne relève pas de la lutte des classes, mais de l'institutionnalisation de la politique européenne».

Et ce n'est pas la promotion du néo-stalinien Joël DECAILLON (la soupe est bonne, mon général!) qui empêchera la C.E.S. d'être , un peu plus chaque jour, un danger mortel pour l'indépendance des organisations syndicales que les travailleurs ont bâties pour la défense de leurs intérêts.

Mais, malheureusement, une question se pose: La «*direction*» confédérale de la C.G.T.F.O. ne serait-elle pas, consciemment ou non, en train de «*brader*» l'héritage de la vieille C.G.T.?

Alexandre HÉBERT.
